

LA CLASSE OUVRIERE MENE UN DOUBLE COMBAT :

- . pour la satisfaction de ses revendications légitimes
- . pour une démocratisation de la Centrale syndicale UMT

Quand, lors du 1er Mai dernier, les travailleurs ont brandi, pendant leurs défilés, des banderoles dont les slogans tranchaient radicalement avec les thèmes réformistes habituellement repris en de telles circonstances par des responsables et des fonctionnaires des syndicats, tous les observateurs ont estimé que la démobilisation de la classe ouvrière avait vécu.

En demandant la libération de leurs frères détenus politiques, en reprenant leurs grèves légitimes, en manifestant leur solidarité avec les étudiants, les travailleurs marocains ont démontré avec éclat que leur combat est celui de l'ensemble des forces populaires et qu'il est vain de vouloir isoler politiquement leur centrale syndicale. Leur prise de conscience se traduit d'abord par un combat interne, dans les Fédérations et les Unions locales, pour accélérer la démocratisation de leurs syndicats. L'éditorial de "LA VOIX DU POSTIER", publié par la Fédération Nationale du Personnel des P.T.T., que nous reproduisons ci-après, est assez significatif à cet égard. Plus significative est la série de grèves déclenchées par les travailleurs en dépit de la volonté et des manœuvres de certains dirigeants, qui ont pris goût à la collaboration avec le pouvoir réactionnaire.

Aussi ce processus constitue-t-il l'un des événements les plus importants de ces derniers mois, qui ne manquera pas d'exercer une influence décisive sur l'évolution de la situation au Maroc.

IMMOBILISME ET RENOVATION

Depuis maintenant près de six années, l'activité syndicale se dégrade dans notre pays de jour en jour, à tel point que l'on peut dire aujourd'hui que les masses sont presque complètement démobilisées.

Que reste-t-il de l'enthousiasme de 1956 à 1959 ? Rien ou presque. La raison de cette décadence, il nous faut malheureusement la trouver dans l'inconscience de nos jeunes responsables syndicaux à qui revient, depuis sa création, la direction de notre grande Centrale l'U.M.T. Nous pouvons aujourd'hui faire le bilan de l'activité de notre Centrale l'U.M.T. et découvrir qu'en fait la décadence était certaine à cause :

- 1) du manque de formation idéologique de tous nos cadres syndicaux;
- 2) de l'embourgeoisement progressif de tous les responsables de la Centrale, sans exception;

3) de la politique de collaboration avec le pouvoir réactionnaire entreprise sous l'impulsion de Mahjoub Ben Seddik;

4) de la tentative d'isolement politique de notre Centrale UMT et de l'application vaine du principe démagogique du syndicalisme apolitique.

C'est là un bien triste bilan que celui d'une Centrale sur laquelle tous les travailleurs et les paysans avaient fondé un grand espoir et à laquelle ils avaient unanimement adhéré au lendemain de l'indépendance.

Que dire aujourd'hui de la situation syndicale au Maroc ? Tout simplement que de lourdes tâches attendent les éléments conscients de notre pays, car la multiplication des syndicats fantoches et l'immobilisme concerté de notre Centrale UMT ont produit un effet démobilisateur des masses qui, s'il se poursuivait, mènerait notre classe ouvrière et notre classe paysanne droit vers l'abîme de l'irrespect de la liberté de l'individu, de la dictature policière et du pouvoir autoritaire. Aucun Marocain conscient ne saurait admettre une telle dégradation et un tel étouffement des forces vives de notre nation.

Aujourd'hui, plus que jamais, la reprise sérieuse des activités syndicales s'impose à travers tout le pays. Il s'agit de pallier les erreurs commises par les responsables actuels de notre Centrale UMT. Il s'agit de rénover l'UMT, de mobiliser à nouveau nos travailleurs et nos paysans.

Dans ce sens, l'action a déjà été entreprise par la Fédération des P. T. T. dont nul n'ignore le rôle d'avant-garde qu'elle a toujours joué et qui, aujourd'hui, se dresse comme un seul homme face à des responsables syndicalistes de notre Centrale UMT embourgeoisés et pourris par la corruption et le détournement des fonds provenant des cotisations que nos camarades travailleurs se font un devoir de rassembler pour que vive une Centrale syndicale véritablement représentative de notre prolétariat national.

Le premier Congrès de la Fédération du Personnel des P. T. T. s'est tenu à Casablanca les 23 et 24 mai dernier et a remporté un très vif succès.

L'unanimité des postiers du Maroc a demandé la rénovation de notre Centrale UMT et la liquidation des éléments pourris et des opportunistes qui continuent à diriger notre grande Centrale UMT.

Plusieurs autres Fédérations nous ont contactés et nous ont assurés de leur soutien pour la cause juste que nous défendons. Déjà des résultats satisfaisants commencent à confirmer le réveil de notre classe ouvrière, puisque partout à travers le territoire, les détournements de fonds ont été dénoncés et seront poursuivis, dont le plus petit exemple est le recéleur Sebit, de l'Union locale de Rabat; déjà les élections pour le renouvellement des bureaux des différentes Unions locales ont montré que la clique soumise à Mahjoub est balayée progressivement et que la classe ouvrière imposera sa volonté d'être dirigée par des responsables intègres et convaincus du rôle historique que doit jouer notre grande Centrale UMT, seule organisation populaire, et qui doit recueillir l'adhésion de l'ensemble de la classe paysanne dans notre pays.

Camarades, travailleurs et paysans ! soyons tous unis pour exterminer les profiteurs et les opportunistes dans nos rangs, dénonçons nos James Hoffa nationaux, traduisons-les en justice, et resserrons nos rangs pour que revive une Centrale syndicale UMT saine, débarrassée des opportunistes, et surtout capable d'imposer la juste volonté des masses laborieuses et de notre Prolétariat national.

Editorial de "LA VOIX DU POSTIER", publié à Casablanca par la Fédération nationale du Personnel des P. T. T. (août 1964)

la grève des travailleurs des carburants

Du 5 au 24 octobre, les travailleurs du pétrole ont déclenché dans tout le Maroc une grève qui fut suivie par les ouvriers de tous les secteurs des carburants (Raffinerie de la Samir, Chéri-fienne du Pétrole, réseau de distribution...).

Les justes revendications nationales et sociales des travailleurs portaient principalement sur une augmentation des salaires pour tenir compte de la hausse du coût de la vie et pour la création d'un Office national du Pétrole. Seule la réalisation de ces objectifs mettrait fin aux privilèges des sociétés capitalistes et permettrait au Maroc d'avoir sa propre politique pétrolière.

En collusion avec le Patronat, le Gouvernement royal a aussitôt mobilisé ses forces répressives pour conduire les camions-citernes, ravitailler stations-services et entreprises et terroriser les travailleurs par la matraque et la prison (60 arrestations).

Même si les travailleurs n'ont pas arraché tous les avantages légitimes revendiqués, ils ont posé, sur le terrain qui est le leur, et en même temps que leurs camarades au Parlement (1), le problème de la libération de notre économie.

*
* *
*

1) Le Groupe parlementaire UNFP a déposé sur le bureau du Parlement, quelques jours après le début de la grève, une proposition de loi portant création d'un Office national du Pétrole.